

SFR pressé de licencier, les syndicats contestent

Comment SFR compte gérer la vague de 5000 suppressions de postes escomptée d'ici 2019, soit un tiers de l'effectif de l'opérateur ? Une restructuration raide, déjà esquissée fin juin à travers des déclarations de Patrick Drahi, le dirigeant du groupe Altice (propriétaire de Numericable-SFR en France), [portant sur les « sureffectifs »](#).

Hier, Myriam El Khomri, ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, a rencontré les organisations syndicales ainsi que la direction de SFR « *afin d'évoquer les perspectives d'évolution de l'entreprise, et ses conséquences en matière d'emploi* ».

Lorsque SFR a basculé dans le giron de Numericable entre 2014 et 2015, le nouveau boss Patrick Drahi s'était engagé auprès du gouvernement à ne pas procéder à des licenciements de masse pendant trois ans (d'ici juillet 2017).

Cette échéance arrivant à grand pas, la direction de SFR prépare la suite. Elle tente d'amortir le choc en proposant un plan massif de 5000 départs volontaires (sur un effectif total de 14 300 salariés) qui s'échelonne jusqu'à 2019. Une manière d'éviter les licenciements secs mais qui va nécessiter des « centaines de millions d'euros de provisions » à moyen terme.

Le journal Les Echos évoque un plan d'indemnisation par collaborateur affecté de 2,5 mois de salaire brut en moyenne par année d'ancienneté. Soit des « conditions similaires » à un précédent plan enclenché en 2013 (avant la reprise de l'opérateur par Patrick Drahi).

Sous la houlette de Michel Combes (PDG) et Michel Paulin (DG), la direction de SFR veut signer un accord rapidement avec les représentants du personnel. Elle envisage même de boucler un cadre de négociation d'ici la fin de la semaine.

Une casse industrielle

Si la ministre Myriam El Khomri prône « *un dialogue social fondé sur le partage de la stratégie et des enjeux, et permettant de concilier protection des salariés et adaptation de l'entreprise dans un secteur à fortes mutations* », les sections syndicales du groupe SFR se montrent plus perplexes, constate [l'Espresso](#).

« *La direction met la pression sur les salariés pour obtenir des soi-disant départs volontaires, qui dans les faits sont bien des départs forcés pour maquiller un plan social de grande ampleur* », estimait la section CGT FAPT dans un communiqué en date du 28 juillet.

Dans une réaction plus fraîche diffusée ce matin, la CFE-CGC évoque un « plan com' bien rodé » de la part de la direction de SFR et du gouvernement. Tout en poursuivant : « *Comme toujours, personne ne peut rien faire, et la casse industrielle et sociale peut continuer. Et pourtant, la réplique est simple. Il suffirait (...) que le gouvernement conditionne l'octroi des licences aux opérateurs au maintien des emplois sur le sol français.* »

Les sections syndicales de l'opérateur évoquent déjà 500 départs de collaborateurs survenus entre juin 2015 et juin 2016 sans passer par un plan social.

Les syndicats dénoncent surtout une absence de stratégie de la part de la direction de SFR. Le plan de départs volontaires répond à une exigence boursière et financière. Ils s'inquiètent notamment de la possibilité d'externaliser des postes dans une filiale d'Altice (avec des statuts différents) ou dans une société extérieure.

Avec une telle résistance, on doute que SFR aboutisse à un accord d'ici la fin de semaine.

A lire aussi :

[SFR, vers une saignée salariale de 5000 emplois en 2017 ?](#)

[Centres d'appels : 3000 emplois menacés chez les prestataires de SFR](#)

crédit photo : Andrey_Popov - shutterstock